

# Les contradictions de la politique moyen-orientale de Washington

## Qui tire les ficelles du PKK ?

(par Justin Raimondo ; <http://www.voltairenet.org/fr>)

Début août —c'est-à-dire bien avant que le sujet ne soit abordé par les médias dominants—, Thierry Meyssan révélait dans nos colonnes le projet d'intervention militaire conjointe états-uno-turque contre le PKK. Cependant, la main droite du Pentagone ignorant ce que fait sa main gauche, ce plan n'a pas tardé à se heurter à une autre réalité qu'analyse ici Justin Raimondo : le PKK est lui-même armé par le Pentagone !

---

31 OCTOBRE 2007

La menace récente, brandie par les Turcs d'envahir l'Irak afin d'y poursuivre à chaud les terroristes du PKK [Parti des « travailleurs » du « Kurdistan »] contraint l'administration bushiste à se démener afin d'apaiser Ankara et de l'empêcher de porter un coup terrible à l'allégation selon laquelle l'occupation états-unienne de l'Irak aurait apporté de la « stabilité » à la région.

Le Kurdistan, après tout, n'a-t-il pas été présenté jusqu'ici comme un modèle de paix, de prospérité et de bonheur sans mélange —avant-goût de l'avenir radieux du pays, pour peu que des « défaitistes », aux États-Unis, ne retirent pas « précipitamment » le tapis de dessous les pieds de notre victoire imminente— ?

Voir cette véritable utopie écrasée par la force armée turque, voilà qui serait un désastre énorme pour Washington —mais pire encore serait la révélation de la manière dont nous nous sommes fourrés dans cette position totalement intenable, pour commencer—. Ce serait pire, je le précise, pour quiconque se verrait mis en examen et condamné pour avoir manigancé ce qui risque fort de s'avérer une de 'nos' opérations « voyoutes » les plus ambitieuses et les plus périlleuses depuis le scandale Iran-Contra !

Les numéros de séries des armes capturées sur des combattants du PKK ont permis de remonter la filière jusqu'à des chargements états-uniens destinés à l'armée et à des unités de la police irakiennes. En réponse à des plaintes turques à ce sujet, les États-uniens prétendent que ces armes auraient été détournées par les Irakiens —vraisemblablement le gouvernement kurde autonome—, mais les Turcs n'en croient pas un mot : si cette énorme quantité d'armes de fabrication US (1 260 unités saisies, jusqu'ici) s'avère avoir été directement fournie au PKK par les États-uniens, averti Abdüllah Gül, alors qu'il était encore ministre turc des Affaires étrangères, les relations américano-turques « seraient véritablement brisées ». Les diplomates états-uniens ont immédiatement rejeté cette hypothèse, et Washington a envoyé le conseiller général du Pentagone, William J. Haynes, sur place, où il a rencontré les plus hauts responsables de l'armée turque. D'après au moins une source, « L'entretien a porté sur une enquête en cours, diligentée par le Département US de la Défense, sur des informations selon lesquelles des armes US étaient en train d'être vendues par des troupes US stationnées en Irak ».

Un autre indice sur ce qui est en train de réellement se tramer là est fourni par l'information selon laquelle le FBI s'est offert d'aider les Turcs à trouver où le PKK obtient ses financements et ses armes —tiens ; cela ne vous semble-t-il pas bizarre ? Le directeur du FBI, Robert Mueller, a déclaré : « Nous travaillons, avec nos homologues, ailleurs en Europe, et en Turquie, pour traiter la question du PKK et travailler conjointement afin de trouver et de stopper le financement de formations terroristes, qu'il s'agisse du PKK, d'Al-Qa'ida, ou de n'importe quoi d'autre ». Reste qu'on se demande pourquoi le FBI tient à se mêler de cette affaire ? À moins bien entendu, que les États-uniens soient peu ou prou mouillés ? Le ministre des Affaires étrangères turc, Gül, l'a confirmé aux médias turcs, déclarant : « 1 260 armes prises sur le PKK sont de fabrication états-uniennes. Nous en avons apporté les preuves aux États-Unis. Ces armes, bien entendu, ne sont pas données directement au PKK par les États-uniens. Il s'agit là d'armes qui ont été données à l'armée irakienne. Malheureusement, certains officiers états-uniens se sont laissé corrompre. Le Département (US) de la Défense nous a informés qu'une enquête très sérieuse était en cours. »

S'agit-il simplement de quelques pommes « gâtées », ou est-ce plus grave ?

Comme l'a expliqué [le journaliste] Seymour Hersh, les États-Unis et Israël sont en train de financer, et d'aider par tous les moyens le Parti Kurde de la Vie, connu sous l'intitulé de « Pejak », à « libérer » l'Ouest de l'Iran, où vit une importante population kurde irrédentiste. De plus, les liens entre le PKK et le Pejak sont plus que simplement fraternels : fondamentalement, il s'agit d'une seule et même organisation, les deux formations ayant en partage non seulement des bases dans la région kurde particulièrement montagneuse du Qandil, mais aussi des personnels et un commandement commun.

La soudaine explosion de la violence du PKK —deux embuscades spectaculaire, dont l'une a entraîné la mort de douze soldats turcs et la capture de huit autres, qui sont aujourd'hui utilisés comme monnaie d'échange— mérite elle aussi quelques explications. Jusqu'ici, le PKK avait mené des opérations de basse intensité, avec des groupes de six ou huit activistes plantant des bombes et harcelant généralement les Turcs à petite échelle. Ces derniers mois, toutefois, le niveau moyen des attaques a connu une escalade radicale, des centaines de combattants du PKK étant déployés dans une unique attaque, et avec une sophistication inédite en termes tant de puissance de feu que de détermination de l'équipement technique requis pour monter des opérations aussi complexes que cette récente embuscade-kidnapping.

Dès l'instant où les Syriens avaient arrêté de soutenir le PKK, à la fin des années 1990, cette formation avait été dans une large mesure dans l'incapacité de lancer des opérations d'envergure, et elle avait dû se contenter d'actes terroristes visant des infrastructures touristiques en Turquie. Les adhésions étaient en chute libre, réduite virtuellement de moitié, et la capture de leur leader, Abdülla Öcalan, avait démoralisé de larges segments du PKK, dans un contexte de rumeurs de scissions. La réactivation chanceuse de cette formation coïncida avec des informations sur la connexion Pejak/États-Unis ainsi —ce qui est particulièrement évocateur— qu'avec la disparition de munitions, d'armes et d'autres équipements états-uniens, en Irak...

Ce sont près d'une arme sur vingt-cinq fournies aux Irakiens par les États-Unis qui ont disparu. De plus, les systèmes prévus pour en assurer la traçabilité n'ont fonctionné dans aucun cas. 370 000 armes légères ont été envoyées en Irak par les États-Unis, depuis 2003, et pourtant, ce sont seulement 3 % de ces armes qui ont vu leurs numéros de série enregistrés par le Département US de la Défense, avant d'être remises au régime irakien. Pour une impénétrable raison que nous n'osons imaginer, le général en charge de cette tâche particulière —un certain Petraeus—, n'a jamais été tenu responsable de ce qui est un des plus gros scandales de cette guerre, qui en regorge.

L'idée que des soldats états-uniens « corrompus » auraient vendu des armes aux guérilleros du PKK au marché noir n'est pas tellement tirée par les cheveux, mais l'absence de tout système permettant de répertorier ces flingues invite à des suspicions sur une plus large échelle. N'a-t-on pas précisément agi ainsi parce que le Pentagone —ou quelqu'un d'autre— voulait s'assurer que ces armes n'auraient aucune traçabilité ? Cela faciliterait manifestement l'armement de groupes comme le Pejak, afin de mettre la pression sur les Iraniens et de donner aux maniaques du changement de régime au Pentagone une énorme cache d'armes états-uniennes dans laquelle puiser, à volonté, non ?

L'on sait qu'à la fois les États-Unis et Israël aident le Pejak, et cela a certainement permis au PKK de pomper le pipeline des armes états-uniennes, fût-ce « indirectement ». Le facteur israélien apporte pourtant un autre angle de vue sur cette histoire : Seymour Hersh, a aussi expliqué que les Israéliens ont placé quantité de leurs billes au Kurdistan, non seulement en investissant dans plusieurs opérations économiques géantes, mais aussi en s'engageant dans l'entraînement de « commandos » kurdes. Ne pourrait-il pas s'agir, notamment, de guérilleros du PKK ?

L'Iran et la Turquie ont engagé une coopération pour éradiquer la menace kurde, et cette coopération est une raison supplémentaire du déclin général des relations entre Ankara, d'un côté, et le couple Washington-Tel-Aviv, de l'autre. Ce qui avait été naguère une relation extrêmement étroite commença à s'effiloche quand les Turcs refusèrent de laisser les États-uniens utiliser leur territoire comme rampe de lancement pour envahir l'Irak, et les choses n'ont cessé de se dégrader à un rythme soutenu, depuis lors. Les partisans des changements de régime au sein de l'administration Bush, qui se sont réunis autour de l'équipe de Dick Cheney et des plus hauts responsables civils du Pentagone, ont peut-être décidé que les Turcs devaient être balancés par-dessus bord, maintenant que la campagne ciblant Téhéran bat son plein.

Si le prix à payer aux Kurdes pour subvertir le régime iranien consiste en une aide clandestine à leurs agressions continuelles contre la Turquie, alors il y a peu à parier que le Parti de la Guerre est tout à fait disposé à le payer : la loyauté n'est pas particulièrement leur truc, comme les chiites irakiens en attesteront volontiers.

J'ai beaucoup de mal à croire que l'énorme quantité d'armes états-uniennes confisquées, qui apparemment avaient trouvé le moyen d'aboutir entre les mains des combattants du PKK, a simplement fait son apparition sur les étals du marché noir, comme ça, sans aucune connaissance ni aucune complicité des plus hautes autorités. Jusqu'où va cette « corruption », cela reste à établir. Ce que nous savons, en revanche, de connaissance sûre, c'est ceci : le Parti de la Guerre n'est pas particulièrement timide lorsqu'il s'agit de se compromettre dans des opérations voyoutes, ni de court-circuiter les autorités légitimes, quand cela sert ses objectifs.

Lors d'une manifestation récente d'étudiants turcs contre le terrorisme du PKK, on a vu les manifestants dénoncer conjointement les Kurdes et le gouvernement états-unien : « À bas le PKK ! », criaient les étudiants, « À bas les États-Unis ! ». En Turquie, tout au moins, les gens savent qui se trouve derrière la vague de terreur qui vient de secouer le pays.

Toutefois, aux États-Unis, il n'en va pas de même : les médias dits d' « information » n'ont pratiquement rien dit au sujet de l'enquête du FBI, ni de l'implication possible des États-Uniens, et nous n'avons pas entendu grand-chose non plus au sujet de l'israéli ou de l'américain connexion avec les formations kurdes dites de « libération », tel le Pejak, mis à part ce qu'ont pu nous expliquer Hersh et quelques autres. Quant aux médias « comme il faut », pour eux, ce qui est en train de se passer entre les Turcs et les Kurdes n'est qu'un nouvel avatar de ces dettes de sang anciennes et interminables qui sont censées caractériser le Moyen-Orient ! Personne ne se donne la peine de se demander pourquoi ce problème ancestral est en train de connaître une escalade, précisément, actuellement ?

Que le PKK et le Pejak soit venus se blottir dans les griffes du Parti de la Guerre, c'est quelque chose que l'on comprend parfaitement : après tout, ils veulent libérer leur peuple et l'unifier dans ce rêve d'âge d'or que représente le « Grand Kurdistan ». Comme l'Iraqi National Congress d'Ahmad Chalabi, ils sont prêts, ils sont déterminés, et ils sont capables d'utiliser les États-Uniens pour faire la promo de leur propre agenda politique.

La question posée au Congrès des États-Unis, toutefois, est la suivante : les contribuables états-uniens ne risquent-ils pas d'être en train de subventionner un terrorisme frappant les Turcs, à la seule fin d'assurer la promo de l'agenda politique du Parti de la Guerre ?...

Justin Raimondo

Justin Raimondo est le directeur du site *Antiwar.com* ainsi que rédacteur au journal *The American Conservative* de Patrick Buchanan. Il est membre du Randolph Bourne Institute ainsi que du Ludwig von Mises Institute, deux think tanks libertariens et non-interventionnistes aux États-Unis. Proche des conservateurs libertariens, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont la biographie du père fondateur du mouvement libertarien Murray N. Rothbard *An Enemy of the State*. Il a signé avec Pat Buchanan le livre *Reclaiming the American Right : The Lost Legacy of the Conservative Movement* et *Into the Bosnian Quagmire : The Case Against U.S. Intervention in the Balkans*.

Traduction : Marcel Charbonnier